

## Brèves

### L'Otan fait du lobbying en faveur du 'Bouclier' anti-missiles auprès de l'Europe

« Le traité de Lisbonne donne à l'UE une plus forte dimension dans le domaine de la défense et de la sécurité [...] Mais, cela restera un tigre de papier si ça n'est pas suivi par des contributions militaires concrètes quand le besoin s'en fait sentir [...] La défense antimissile pourrait s'avérer un secteur clé où les Européens ont l'occasion de prouver leur résolution (...) et démontrer ainsi à l'opinion américaine que l'alliance a un sens ». A.F. Rasmussen lors d'un colloque sur la « Sécurité européenne » le 27 mars dernier.

### « Nato watch » : l'Otan communique

Depuis le sommet de Strasbourg d'avril 2009, l'Otan a résolu d'améliorer sa communication. Ils ont même créé un *think tank*, portant le nom de Nato Watch, « pour promouvoir une Otan plus ouverte, transparente et responsable », comme si il s'agissait d'un groupe agissant en toute indépendance.

Mais qui en est le principal animateur ? JAMIE SHEA... l'ancien porte-parole de l'Otan, qui était chargé d'expliquer aux media et au public le bien-fondé et les bienfaits de la guerre de l'Otan contre la Yougoslavie !

Avec un tel manager, on aura compris que la nouvelle approche de la communication Otan n'est pas synonyme de débat public ni de démocratie.

### Afghanistan : Comment sortir tout en restant...

Le gouvernement canadien a soulevé un voile sur la manière dont l'Otan compte justifier le maintien de ses troupes en Afghanistan après la date officielle de fin de mandat (fin 2011)

« On a toujours parlé d'une mission de développement. », a déclaré le porte parole en matière d'affaires étrangères. « Une mission pour aider la population afghane et pour aider la capacité du gouvernement afghan à offrir des services nécessaires à ces citoyens »

Autrement dit, le tour de passe-passe consisterait à renommer la mission des troupes canadiennes de l'Otan, coopération technique, formation de l'armée afghane, voire aide au développement.

## Agenda

### Forum Social de Belgique le 17 avril

Une « Journée nationale du Forum social de Belgique » se tiendra le 17 avril prochain, à la VUB (Boulevard de la Plaine, 2 – 1050 Bruxelles).

Le CSO y participe, avec d'autres associations de la CNAPD. Parmi les thèmes débattus : crise financière, crise sociale, crise climatique, conflits, crise alimentaire, luttes féministes, migration.

### La CNAPD propose des formations pour les intervenants éducatifs

« Les thématiques des formations présentées montrent comment poser des actions citoyennes et sont replacées dans un contexte géopolitique plus large. Les thèmes se veulent transversaux dans les manières d'introduire les problématiques de paix et de mobilisation citoyenne.

Vous êtes intéressé ? Vous souhaitez vous inscrire ou simplement avoir plus de renseignements ? N'hésitez pas à nous contacter et à nous rendre visite sur le site de la CNAPD.

Une fiche d'inscription en ligne sera bientôt disponible sur [www.cnapd.be](http://www.cnapd.be) »

Le CSO vous invite à participer activement aux projets mis en place par la CNAPD. Certains thèmes nous concernent particulièrement : Afghanistan, Désarmement nucléaire, Prochain sommet de l'Otan et Nouveau concept stratégique, Terrorisme.

ALERTE OTAN ne vit que par la volonté de ses sympathisants

Nous comptons toujours sur votre soutien financier, si minime soit-il.

Vous trouverez ci-joint un bulletin de versement.

Merci déjà de votre sympathie.

Cpte n° 068-2447491-14

du Comité de Surveillance Otan

rue des Cultivateurs, 42 - 1040 Bruxelles

Ont collaboré à ce numéro :

Georges Berghezan

Bert De Belder (Intal)

Roland Marounek

Maniseng Peng

Pierre Piérart

Claudine Pôlet

Marcel Poznanski

# ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel  
du Comité de surveillance OTAN

Numéro 37 Janvier - Février - Mars 2010

## EDITORIAL

### Désarmement nucléaire, ou nouvelle stratégie nucléaire de l'Otan ?

A l'approche de la Conférence de révision du TNP (mai 2010) et du Sommet de l'Otan à Lisbonne (novembre), les mobilisations se développent en Europe et aux États-Unis contre l'armement nucléaire et contre les guerres de l'Otan. Ce ne sont sans doute pas des manifestations de masses comme nous les avons connues dans les années 70 contre la guerre au Vietnam, ou dans les années 80 contre les missiles, quand il y avait 300.000 manifestants dans les rues de Bruxelles. Mais celles qui se préparent en 2010 témoignent en tout cas d'une importante réanimation des mouvements pour la paix et anti-guerre, et d'une prise de conscience que la fin de la dite « guerre froide » ne nous a pas rapproché de la paix dans le monde.

Déjà en 2009, la pression des mobilisations contre l'installation du bouclier anti-missile en Pologne et en Tchéquie a contribué à un changement de tactique des États-Unis et de l'Otan et à l'annonce de la non-installation des éléments de ce bouclier dans ces deux pays. En Belgique, les mobilisations persistantes contre la présence des bombes

nucléaires à Kleine Brogel ont forcé jusqu'à d'anciens ministres et dignitaires de l'Otan (De Haene, Willy Claes) à se prononcer pour la dénucléarisation militaire de l'Europe. Il est possible qu'au lendemain du prochain bomspotting, le gouvernement annoncera au parlement et au pays qu'il est résolu à défendre vaillamment ces positions à la conférence de l'ONU sur le TNP.

Les nouveaux accords de réduction des têtes nucléaires qui s'annoncent entre les USA et la Russie sont certainement une bonne chose. On ne peut que se réjouir d'apprendre que les armes nucléaires qui resteraient ne pourraient plus détruire la terre que 20 fois au lieu de 30.

Mais on ne doit pas se réjouir exagérément, les beaux discours et les prix Nobel ne doivent pas occulter le fait que ni les États-Unis ni l'Otan ne renoncent à la stratégie nucléaire, et donc à la présence d'armes atomiques dans des pays de l'Otan, que ce soit en Belgique ou ailleurs. D'autre part, la réduction des armes nucléaires ira de pair avec un déploiement accru des armes conventionnelles,

(Suite page 2)

Belgique - België  
P.P.  
1050 Bruxelles 5  
1/17024

Prix de vente 1€

Editeur Responsable  
M.Poznanski: rue des Cultivateurs, 62  
1040 Bruxelles  
Tél & fax : 02 511 63 10  
[www.csotan.org](http://www.csotan.org)  
[info@csotan.org](mailto:info@csotan.org)  
Pour soutien:  
Cpte n° 068-2447491-14

## Sommaire

### Bomspotting

Une autre forme de militance.

Après Kleine Brogel

Page 2

La révision du TNP doit proposer une convention de désarmement nucléaire total pour 2020

Page 3

Évolution du rôle de l'Otan à la faveur des guerres yougoslaves

Page 4-5

### Conférence sur l'Afghanistan

"Les troupes de l'OTAN doivent partir le plus vite possible!"

Sommes-nous vraiment en Afghanistan pour construire des écoles ?

Page 6-7

## Mailing list ALERTE OTAN

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse

[alerte\\_otan-subscribe@yahogroupes.fr](mailto:alerte_otan-subscribe@yahogroupes.fr)



## Une autre forme de militance : Le Bombspotting

Après les grandes mobilisations contre les missiles dans les années 80, les armes nucléaires reviennent dans les médias principalement dans le cadre des dossiers tels que l'Iran, la Corée du Nord, l'Inde et le Pakistan... ce qui pourrait conduire à une méconnaissance totale des enjeux du nucléaire parmi la nouvelle génération. Qu'en est-il exactement ?

Samedi 13 mars a eu lieu à Bruxelles la formation Bombspotting par Vredesactie en préparation à l'action du 3 avril – journée européenne d'actions contre les armes nucléaires.

Amaury, Sylvie, Thierry, Fanny, Julien, Aude, Pierre, Benoît et tant d'autres ( plus d'une trentaine de participants au total) se sont levés tôt ce samedi matin afin de suivre cette formation à la non-violence active. De l'envie d'apprendre de nouvelles choses, de nouveaux outils nous permettant de mieux réagir face à la violence de la police et d'autres manifestants - à la volonté de participer à une action qui soit porteuse des valeurs que nous défendons, nous avons tout au long de la journée réfléchi de façon active à ce qu'est la notion de « non-violence » à travers des jeux de rôles et mises en situation.

Les actions de Bombspotting se déroulent en effet selon les principes de la non-violence active. Cela signifie que les participants sont déterminés à se rendre à l'intérieur du domaine militaire, mais sans utiliser de violence physique à l'égard de quiconque. Même lorsqu'ils sont provoqués ou que la violence est utilisée à leur encontre, les participants s'engagent à demeurer non-violents. Les participants font preuve en toute circonstance de respect pour la dignité humaine d'éventuels « opposants ». Nos actions se déroulent de manière ouverte et honnête. Elles sont annoncées au préalable et les participants dévoilent ouvertement leur identité et honnêtement leurs buts. Nous n'avons rien à cacher et n'avons pas à être gênés de quoi que ce soit. De plus, nous sommes juridiquement droits dans nos bottes.

Maniseng Peng

## Après Kleine Brogel

Des centaines de militants pour la paix se sont retrouvés en cette journée maussade d'avril, pour manifester sous diverses formes, devant, autour et dans la base militaire de Kleine Brogel. Les jeunes, très jeunes et moins jeunes trouvaient leur place. Flamands, Wallons, Bruxellois marchaient côte à côte.

L'exigence reste la même depuis des années : les bombes atomiques entreposées à la base de Kleine Brogel doivent partir !

Cette action persistante, malgré ses hauts et ses bas, a rencontré un grand appui dans la population. La participation de nos gouvernements successifs à l'armement nucléaire de l'Otan est montrée du doigt et dénoncée aujourd'hui dans les milieux les plus divers .

C'est cela qui pousse députés, ministres et anciens ministres à faire des communiqués, des cartes blanches, des propositions de lois, proposant de bannir les armes nucléaires américaines d'Europe. Mais nous savons aussi que rien n'est encore acquis, au-delà des discours opportunistes de nos dirigeants politiques.

Les militants pacifistes étaient des centaines à pénétrer dans la base pour l'inspecter et dénoncer la présence des bombes atomiques. D'autres manifestaient autour de la base précédés d'une dynamique fanfare et ont fait une cérémonie pour inaugurer une nouvelle affectation de la base militaire. Le Parc Naturel de Kleine Brogel : c'est pour quand l'inauguration officielle ?

Claudine Pôlet

(Suite de la page 1)

« devant être capables de frapper n'importe où dans le monde dans un délai d'une heure », selon un responsable US.

Enfin, le 'Bouclier' anti-missiles, qui est le corollaire indispensable d'une première frappe nucléaire, n'est pas du tout abandonné, mais juste délocalisé en Roumanie et Bulgarie. Et très bientôt, la Pologne sera dotée de missiles anti-missiles Patriot perfectionnés en attendant des engins de nouvelle génération qui font l'objet de recherches très importantes aux États-Unis (guerre des étoiles déjà initiée par Reagan).

Si l'annonce, attendue, d'un retrait des armes nucléaires de notre territoire devait "être compensée" par une participation accrue dans le borbier afghan, ou par la caution à une nouvelle aventure militaire de l'Otan - contre la prétendue menace nucléaire iranienne par exemple-, alors ce retrait laisserait un arrière-goût singulier, et n'aura pas signifié grand chose.

Nous croyons plus nécessaire que jamais de remettre en question l'appartenance de notre pays à l'Otan et cette aveugle soumission à la machine de guerre.

## Sommes-nous vraiment en Afghanistan pour construire des écoles ?

Plus de huit ans après l'invasion de l'Afghanistan, un timide débat commence enfin à poindre en Belgique, avec des partis de l'opposition réclamant désormais ouvertement le retrait des troupes.

De fait, la perception que *cette guerre est déjà perdue* se répand, et l'acharnement militaire de l'Otan et des USA, les réclamations de toujours plus de troupes, laissent perplexes un nombre de plus en plus grand de personnes douées de raison, ou simplement de mémoire. D'autre part, le fossé entre la réalité et le discours officiel, que ce soit en matière de lutte contre la drogue, de développement, ou de démocratie, ce fossé devient très voyant. Enfin la stratégie de l'administration Obama, qui consiste à tenter d'associer au pouvoir des chefs Taliban "modérés" (c'est-à-dire les plus corruptibles d'entre eux), a de quoi dérouter plus d'une bonne conscience ; l'un des arguments majeurs en faveur de la participation à la guerre se dérobe sous eux.

Ces thèmes et bien d'autres sont revenus le 12 février dernier lors du débat qui clôturait la tournée contre la guerre en Afghanistan organisée par la Plate-forme contre la guerre (voir compte-rendu page 6). A cette occasion, tous les participants se sont clairement prononcés pour un départ des troupes étrangères, départ immédiat pour l'ancien coordinateur des Nations Unies au Pakistan, "aussi vite que possible" pour la représentante d'Ecolo (opposition), et avec certains aménagements pour le représentant du PS (majorité).

On peut certainement se réjouir que des politiques se rallient à ce que nous répétons depuis quelques années déjà. Cependant il n'est pas très certain que nous partageons complètement l'analyse sur ce conflit.

Les trois participants belges ont chacun à leur manière exprimé que 'nous' (les Occidentaux) n'avons pas réussi à aider le peuple Afghan, en raison de facteurs divers : On n'a pas donné suffisamment pour la reconstruction, l'argent des projets a été détourné, les militaires n'étaient pas bien formés pour comprendre la culture afghane, on n'a rien compris aux traditions et aux relations ethniques, les Américains ont cru de bonne foi qu'ils pouvaient imposer par la force la démocratie et leurs valeurs, etc., etc. La bonne volonté et le désir, le besoin de venir en aide aux populations afghanes n'est pas un seul instant à mettre en question bien sûr, mais la façon de faire a été pour le moins inefficace.

Une telle façon de voir les choses n'aide pas à prévenir les prochaines guerres. Va-t-on utiliser ce qu'on considère être des erreurs pour mieux faire la prochaine fois, avec les mêmes bonnes intentions de *venir en aide* aux populations iraniennes, ou soudanaises, de venir au secours de la démocratie, de la liberté, du droits des femmes, .... ? Est-ce que l'invasion aurait été plus légitime si nos soldats avaient été tout à fait bien formés à la culture afghane ? Les bases militaires US auraient-elles donc été légitimées par la construction d'écoles ?

Le si bon Occident a fait passer l'Irak en douze ans d'embargo atroce, d'un pays relativement développé en un pays détruit, parmi les plus pauvres, au prix de millions de morts "qui en valaient la peine", comme disait la douce Mme Albright. L'Occident tellement rempli de bonne volonté, a, en Afghanistan, armé et financé lourdement des bandits et des chefs de guerres obscurantistes pendant plus d'une décennie, détruisant tout espoir de construction d'un pays moderne et développé. Quelle légitimité ont les pays de l'Otan à prétendre venir aujourd'hui apporter une aide quelconque dans cette région ? Tant qu'on ne prend pas enfin conscience de cela, tant qu'on ne réalise pas que la présence des USA et de l'Otan en Afghanistan a des objectifs géostratégiques précis, et non le droit des femmes ou la démocratie, alors on est prêt à recommencer le soutien même 'critique', ou passif, à des interventions "pour aller aider des populations" de pays qui sont, par une coïncidence heureuse, également visés par des intérêts économiques ou militaires.

Un élément essentiel pour arriver à faire accepter la guerre, est la bonne préparation de l'opinion publique. Et l'humanaire, est aujourd'hui comme hier, utilisé pour retourner des populations a priori réticentes aux expéditions militaires. Il est désolant de constater que ceux qui se trouvent à présent à nos côtés pour réclamer le départ des troupes d'Afghanistan, sont dans le même temps, en train de relayer ce genre de campagnes préparatrices contre l'Iran ou le Soudan.

Roland Marounek

### Un document de la CIA révèle des plans pour manipuler l'opinion publique européenne au sujet de l'Afghanistan

*Secouée par la chute du gouvernement hollandais à cause de l'engagement du pays dans la guerre en Afghanistan, la CIA vient de proposer une stratégie destinée à éviter un éventuel effondrement du soutien à la guerre chez les alliés européens.*

*Un document marqué « confidentiel / non destiné aux regards étrangers », posté sur le site internet de Wikileaks, propose des stratégies pour manipuler les opinions publiques européennes, particulièrement en France et en Allemagne.*

*Le document (...) énonce ce que l'agence considère comme les axes d'intervention qui pourraient gagner les cœurs et les esprits. Parmi les propositions, le document propose une campagne sur le sort des femmes afghanes auprès de l'opinion publique française, cette dernière ayant démontré sa préoccupation pour les droits des femmes en Afghanistan.*

*En ce qui concerne l'opinion publique allemande, le document propose une campagne alarmiste sur l'éventualité d'un échec de l'OTAN en Afghanistan. « L'exposition de l'Allemagne au terrorisme, à l'opium, et aux réfugiés pourrait rendre la guerre plus acceptable pour les sceptiques, » affirme le document. [...]*

*Le rapport de la CIA souligne que 80% des Français et des Allemands sont opposés à la guerre, mais présente une bouée de sauvetage : l'apathie de l'opinion publique. Grâce à cette dernière, les dirigeants européens ont pu étendre et élargir leur engagement en Afghanistan, malgré une profonde opposition.*

*Mais « si certaines prévisions qui annoncent un été meurtrier en Afghanistan se révèlent exactes, l'opposition passive des Français et des Allemands à la présence de leurs soldats pourrait se transformer en une hostilité politiquement puissante. » dit le rapport..*

*Les auteurs du document soulignent que le président Obama bénéficie d'un soutien populaire en Europe qu'il n'a pas connu aux États-Unis depuis des mois. Le rapport suggère que le président s'implique personnellement pour vendre la guerre en Afghanistan aux Européens.. [...]*

**Extraits d'un article paru sur rawstory.com.  
Traduit par Viktor Dedaj pour legrandsoir.info**

# Conférence sur l’Afghanistan : "Les troupes de l’OTAN doivent partir le plus vite possible!"

Le 12 février a eu lieu la soirée de clôture de la « tournée anti-guerre en Afghanistan » organisée par la Plate-forme anti-guerre (dont fait partie le CSO) et Mariam Rawi, de l'organisation progressiste des femmes afghanes, RAWA. A la conférence de Bruxelles, trois autres interlocuteurs ont exprimé leur opinion sur la situation et les perspectives en Afghanistan aujourd’hui.

Mariam Rawi a, sur base de son expérience du terrain, un avis très prononcé sur le sujet : toutes les troupes étrangères doivent immédiatement partir ; la société civile afghane s’occupera elle-même du terrorisme et du fondamentalisme; et la communauté internationale peut donner un coup de main en jugeant les criminels de guerre qui se trouvent actuellement dans le gouvernement Karzaï.

Jan Vandemoortele (coordinateur des Nations Unies au Pakistan de 2005 à 2008, également connu comme un des pères fondateurs des Objectifs du Millénaire) a apporté une argumentation très claire contre la présence des troupes de l’OTAN en Afghanistan: « *Les troupes étrangères ne peuvent plus faire partie de la solution, elles sont elles-mêmes devenu le problème central. A la différence des années 2001-2002, les Afghans ne considèrent à présent plus l’OTAN comme une force du bien. Nous devons partir de là et dès à présent.* » Mais retirer les troupes occidentales n’équivaut pas à tourner le dos à l’Afghanistan. Vandemoortele: « *Nous devons rester concernés par la communauté civile, en coulisses, afin d’aider à la reconstruction. Et il faudra certainement, du fait de la mauvaise situation de la sécurité, une phase de transition ainsi qu’une certaine aide militaire pour ‘faire régner la paix’. Mais de la part de pays qui ont une autre perception que les partenaires de la coalition actuelle, par exemple des pays musulmans comme l’Indonésie et le Bangladesh.* »

Juliette Boulet (Membre de la chambre pour Ecolo, membre de la Commission des Affaires Étrangères et de la Défense) a fait sa thèse sur l’Afghanistan et connaît donc très bien la problématique. Elle plaide également pour un départ des troupes étrangères, aussi vite que possible, c’est ce que le peuple afghan demande : « *Dans un rapport d’avril 2009 les ONG afghanes ont confirmé que la présence des militaires étrangers constituait un obstacle dans l’exercice de leurs travaux* ». Boulet croit à une solution régionale pour la crise en Afghanistan.

Antonio Gambini (Conseiller auprès de l’Institut Emile Vandervelde du PS) avait la tâche ingrate de défendre plus ou moins la position du gouvernement: le PS soutient effectivement les décisions du Gouvernement belge afin d’envoyer plus de 600 soldats et 6 « F-16 » en Afghanistan. Gambini renvoie à la position de la Belgique lors de la guerre en Irak, à laquelle notre pays n’a pas participé directement : « *Après, vu la pression des États-Unis, ce fut très difficile de ne pas aller en Afghanistan* ». Le PS espérait avec les élections récentes à Kaboul voir se développer « *une véritable démocratie* » (sic)... Qu’est-ce qui devrait changer selon Antonio Gambini? A la façon d’Obama, il parle « *d’un changement complet* », notamment « *une mise en avant des efforts civils - y compris la formation de la population en politique et en droit – avec des efforts militaires loin derrière* » (murmures dans la salle). Et devons-nous quitter l’Afghanistan? « *Pas dans la précipitation, selon Gambini, "et chaque stratégie de retrait doit permettre aux Afghans de maîtriser eux-mêmes leur sécurité* ».

La plupart des questions dans la salle étaient adressées à Mariam Rawi. Voici ses réponses en style télégraphique :

- L’OTAN est en Afghanistan à cause des intérêts économiques et géostratégiques, à cause des pipelines de pétrole et de l’importance des pays voisins.
- Lorsque les troupes de la coalition se retirent, les talibans prendront probablement le pouvoir. Mais à présent, ils sont déjà au pouvoir dans la majorité du pays. Et dans les cercles de l’OTAN, on parle de plus en plus de négociations avec une participation au gouvernement des talibans « modérés »: alors où est la différence avec une prise de pouvoir des talibans? Car après toutes les violations des droits des femmes, le fondamentalisme et le terrorisme sous le régime de Karzaï est à peine moindre que celui des talibans.
- Bâtir des écoles et des hôpitaux n’est pas une bonne idée, car l’Afghan moyen ne fait pas la différence entre les militaires et les gens de la coopération au développement issus des mêmes pays occidentaux. (Ce que Jan Vandemoortele a confirmé.)
- A l’intérieur et autour de Kaboul, il y a des centaines de milliers de réfugiés, vivant dans des conditions lamentables. Ils se sont souvent enfuis suite aux bombardements de l’OTAN à Helmand, Kandahar et Kunduz, donc il est probable qu’ils aient du fuir également les bombes des « F-16 » belges.
- L’information et la conscientisation sont très importantes, car on connaît trop peu la réelle situation en Afghanistan. Des actions de protestation contre la guerre et l’occupation et des campagnes de solidarité en faveur des populations afghanes, sont d’autres formes d’un engagement sensé.

Juliette Boulet a encore donné des informations très intéressantes sur les militaires belges, qui selon elle sont souvent "*choqués*" lors de leur retour d’Afghanistan. « *La désinformation à laquelle ils sont exposés lors de leur départ, est monstrueuse* », dit-elle. « *Les Afghans sont présentés dans les briefings comme étant de potentiels Ben Laden* ». Boulet critiquait également le Ministre de la Défense De Crem: « *Même dans les Commissions spéciales privées de la Défense, il refuse de donner des informations sur le nombre de victimes civiles lors d’actions militaires belges. Il ne prétend même pas dire combien de fois les Belges ont du tirer* ». Antonio Gambini en a profité pour dénoncer encore un peu plus le « *va-t-en guerre ultra atlantiste* » qu’est De Crem, mais Josy Dubié (ancien sénateur Ecolo et spécialiste de l’Afghanistan), présent dans la salle, a fait gentiment remarquer que le prédécesseur de De Crem, Flahaut, « *était peut-être plus réservé mais il est finalement aussi parti en Afghanistan* ».

Jan Vandemoortele a dit encore que finalement le but est que les Afghans soient eux-mêmes capables de se hisser à la tête du pays et de s’occuper de leur propre développement, et que nous devons moins nous focaliser sur nous-mêmes, sur nos propres politiques et perceptions. « *Il s’agit d’eux et pas de nous* », a-t-il conclu.

Compte-rendu par Bert De Belder, Coordinateur Intal—www.intal.be

# La révision du Traité de Non Prolifération doit proposer une convention de désarmement nucléaire total pour 2020

Des nombreuses associations pacifistes se mobilisent en vue de la réunion concernant la révision du Traité de Non Prolifération (TNP) qui doit se tenir aux Nations Unies à New York du 3 au 28 mai de cette année. Les responsables politiques et les diplomates se concertent et certains ont pris des initiatives pour, semble-t-il, éviter une rencontre encore plus catastrophique que celle de 2005.

Jean-Luc Dehaene, ancien premier ministre, Guy Verhofstadt, également ancien premier ministre et actuellement eurodéputé chef de groupe libéral, Willy Claes, ancien ministre et secrétaire général de l’OTAN et Louis Michel, ancien ministre des Affaires étrangères et commissaire de l’Union européenne, ont déclaré que la Belgique, de concert avec l’Allemagne et la Hollande, allait demander le retrait des bombes nucléaires américaines d’Europe. D’autre part, Philippe Mahoux a déposé une proposition de loi visant à la dénucléarisation de la Belgique.

On peut s’interroger sur ces interventions tardives étant donné que la guerre froide s’est terminée il y a vingt ans. D’ailleurs ces propositions ne font pas l’unanimité. Certaines personnalités s’y opposent comme, par exemple, le président du Sénat qui clame à haute voix que si le territoire belge était débarrassé de ces engins monstrueux (dont la puissance représente plus d’une centaine d’Hiroshima) il faudrait le faire protéger par la force de frappe française. Monsieur Armand De Decker semble ignorer que le TNP et principalement ses articles 1 et 2, interdit le transfert d’armes nucléaires d’une puissance nucléaire à un pays non nucléaire. Il faut savoir que le TNP est un traité discriminatoire puisqu’il permet légalement à cinq États d’être des criminels de guerre en puissance.

En ce qui concerne les États-Unis, rappelons que le président Obama, dans son discours du Caire, a proclamé qu’il ne verrait probablement pas, au cours de sa vie, la disparition totale des armes nucléaires. Un tel « réalisme » ne présume rien de bon. Plus on attend plus la probabilité d’une catastrophe mondiale augmente.

Lors de leur dernier accord du 26 mars 2010 les États-Unis et la Russie ont proposé un nouveau traité pour remplacer le traité START, venu à expiration en décembre 2009. La signature de ce nouveau traité aura lieu à Prague le 8 avril et précédera le sommet sur la sécurité nucléaire qui doit se tenir à Washington, les 12 et 13 avril de cette année.

Deux obstacles principaux risquent de mettre cet accord en difficulté, à savoir, les projets de défense antimissiles américains en bordure de la frontière russe et l’opposition de plusieurs sénateurs américains qui veulent investir des milliards de dollars dans des nouvelles armes nucléaires en échange d’un oui pour ratifier l’exécution de ce nouveau traité qui, pour des raisons techniques et financières, devrait s’étaler sur sept ans.

En conclusion, les perspectives pour une convention de désarmement nucléaire total pour 2020 ne sont pas des plus favorables. Une mobilisation générale des nombreuses ONG luttant pour un désarmement nucléaire sera indispensable. Il faudra d’abord informer les responsables politiques et parfois même académiques, que le dogme de la dissuasion nucléaire est un mythe et ne peut conduire qu’à l’escalade de la militarisation.

Les défenseurs du désarmement nucléaire sont généralement considérés comme des utopistes, voire même comme des stalinien. Rappelons ici les cas célèbres de Robert Oppenheimer (à qui en 1954, le Comité de l’AEC-Atomic Energy Act- n’a pas voulu renouveler son habilitation d’apartenance, pour avoir refusé de travailler pour la mise au point de la bombe H), Joseph Rotblat qui a du quitter Los Alamos dès qu’il s’est insurgé contre l’emploi de la bombe atomique américaine contre les Japonais), Niels Bohr (pour lequel Churchill demandait l’emprisonnement parce qu’il voulait partager les connaissances nucléaires avec les Soviétiques), Andreï Sakharov (condamné à résider à Gorki pendant plusieurs années pour avoir souhaité que la bombe atomique ne soit jamais utilisée), Mordechai Vanunu (condamné à 18 ans de prison et interdit de quitter Israël pour avoir dévoilé l’existence d’une centaine de bombes nucléaires israéliennes), etc.

Il faut aussi dénoncer la nouvelle stratégie de l’OTAN et même de l’Union européenne, celle-ci étant liée au Traité de Lisbonne. Le secrétaire général de l’Alliance atlantique réclame régulièrement une augmentation des budgets militaires et défend l’installation d’armes antimissiles, soi-disant pour se protéger des menaces de l’Iran.

Une coordination étroite sera donc nécessaire entre les ONG pacifistes qui seront présentes au mois de mai à l’ONU à New York à l’occasion de la révision du TNP. Nous pensons à des manifestations, à une plate-forme commune en ce qui concerne les revendications pour le respect du TNP, au port du brassard ICAN, lancé par les Australiens et qui signifie « Campagne Internationale contre l’Armement Nucléaire », à une concertation entre les ONG en vue d’exiger un département renforcé au sein de l’AIEA pour remplir une de ses obligations qui consiste à faire respecter l’article 6 du TNP qui demande aux puissances nucléaires un désarmement nucléaire total de bonne foi et le plus rapidement possible.

Pour en terminer, dans l’hypothèse où la révision du TNP n’obtiendrait pas tous les résultats espérés, nous devrions exiger l’application de l’article 7 du TNP qui autorise des pays comme la Belgique, les Pays-Bas et l’Allemagne à déclarer leurs territoires « zone dénucléarisée » (*Nuclear Weapons Free Zone*).

Pierre Piérart

# Évolution du rôle de l'OTAN à la faveur des guerres yougoslaves (1991-1999)

Le coup le plus magistral de l'OTAN fut sans doute de survivre à la fin de la guerre froide pour s'imposer comme garant de la stabilité mondiale. Les guerres d'ex-Yougoslavie ont joué un rôle-clé dans cette mutation.

Jusqu'à la fin de la guerre froide, l'OTAN a été une alliance essentiellement défensive, confinée à la défense extérieure, mais aussi intérieure, de ses États membres (16 en 1989).

Le fameux article 5 de la charte de l'OTAN fixait des balises précises :

« Les parties conviennent qu'une **attaque armée** contre l'une ou plusieurs d'entre elles **survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties**, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles (...) **assistera la partie ou les parties ainsi attaquées (...) y compris [par] l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord** ».

Son adversaire désigné était l'URSS et les États adhérant au Traité de Varsovie.

Après la « chute du mur » et la dissolution du Traité de Varsovie, puis de l'URSS, la question de l'existence même de l'OTAN était posée, y compris dans les milieux traditionnellement atlantistes. On parlait alors de « dividendes de la paix », de réduction des armées et des dépenses militaires, certains parlaient même de « fin de l'histoire ». Mais la « fin de l'histoire » n'allait pas durer.

En effet, dès 1991, éclataient les guerres de Yougoslavie : après la courte guerre de Slovaquie, le conflit en Croatie s'avérait beaucoup plus corsé à résoudre et occasionnait un déploiement de Casques bleus entre forces serbes et croates ; et surtout, la guerre se prolongeait en Bosnie, où elle prenait un tour encore plus complexe et sanglant, en raison de l'enchevêtrement des populations.

Les grandes puissances allaient vite choisir leur camp et tendaient à réduire les motivations complexes d'une guerre civile à un affrontement manichéen entre des « bons » et un « méchant ». Il faut reconnaître que la supériorité militaire serbe, indéniable au début des hostilités, et de multiples exactions, allaient faciliter la tâche des grandes puissances et des médias à leurs ordres, et convaincre l'opinion publique que les Serbes étaient naturellement le « méchant ».

L'Allemagne s'avéra être un soutien diplomatique-clé aux premières républiques faisant sécession, la Slovaquie et la Croatie, en obtenant la reconnaissance de leur indépendance par la Communauté européenne, en échange de quelques concessions dans le cadre de la négociation du Traité de Maastricht. Il faut aussi préciser que, depuis des années, Bonn encourageait et organisait les milieux indépendantistes croates et n'avait pas attendu le début des hostilités pour leur fournir formations et matériel militaires.

## Les USA font monter les enchères

A la suite de l'Allemagne, ont couru les États-Unis. Ayant d'abord hésité sur l'opportunité de soutenir l'intégrité de la Yougoslavie, allié utile pendant la guerre froide, l'adminis-

tration Bush a exigé des Européens que la Bosnie-Herzégovine ait droit au même « traitement de faveur » que la Croatie et la Slovaquie, c'est-à-dire la reconnaissance de son indépendance, et s'est appuyée sur le gouvernement musulman d'Izetbegovic pour développer son influence dans la région. Sous Clinton, l'implication des États-Unis dans la région n'a cessé de croître pour finir par supplanter l'Allemagne comme soutien militaire principal du gouvernement croate à la fin de la guerre. Un scénario similaire s'est déroulé quelques années plus tard dans le soutien aux indépendantistes kosovars.

Une caractéristique de l'action des États-Unis en Bosnie a été de pousser leur protégé à adopter une ligne dure dans les négociations, tant qu'elles étaient organisées par les Européens ou l'ONU, ou, avant la guerre, entre Bosniaques eux-mêmes. A plusieurs reprises, avant et pendant la guerre, Izetbegovic a refusé de signer des accords de paix, ou a même renié sa signature, apparemment à chaque fois avec les encouragements des États-Unis.

Ainsi, deux des principales puissances de l'OTAN ont choisi d'intervenir activement dans les Balkans, par un savant dosage de diplomatie et d'action militaire, clandestine, puisqu'un embargo sur les armes a été promulgué dès la fin 1991 par l'ONU. Mais d'autres pays ne sont pas restés de simples spectateurs, tel la France qui, loin de s'être alliée aux Serbes comme on l'a souvent raconté, a conseillé militairement les forces spéciales croates d'un bout à l'autre du conflit en Croatie. Il y aurait aussi beaucoup à dire sur le rôle des guerres yougoslaves dans la réintégration de la France dans le giron de l'OTAN, une réintégration parachevée en mars 2009 par Sarkozy.

En complément du jeu pyromane des grandes puissances, l'OTAN a usé des conflits croate et bosniaque, de 1991 à 1995, pour s'imposer comme bras armé de l'ONU, d'abord pour assurer la surveillance de l'embargo sur les armes, puis pour contrôler l'interdiction de survol du territoire bosniaque promulguée par le Conseil de sécurité.

## Premières guerres de l'OTAN

Passée totalement inaperçue, la date du 28 février 1994 marque un tournant capital dans l'histoire de l'OTAN, celle de sa première action offensive depuis sa création. Ce jour-là, quatre avions serbes ont été abattus par des F-16 au-dessus de la Bosnie dans le cadre de la *no fly zone* décrétée par l'ONU. Cette action s'était produite dans un contexte particulier : à Sarajevo, une charge avait provoqué trois semaines plus tôt un massacre au marché central ; bien que plusieurs enquêteurs y aient vu la main de l'armée locale, la culpabilité serbe s'imposa dans les médias qui exigeaient « que l'on fasse quelque chose ». De plus, le lendemain de l'action des F-16, a été signé l'accord de Washington, mettant fin à la guerre entre Croates et Musulmans – afin qu'ils consacrent leur énergie à se battre uniquement contre les Serbes – et consacrant le rôle déterminant des États-Unis dans le conflit bosniaque. Sur le plan diplomatique, l'ONU était renvoyée aux vestiaires et c'est un « Groupe de contact », dont cinq des six membres étaient membres de l'OTAN, qui força finale-

ment les belligérants à s'entendre à Dayton, Ohio, en novembre 1995.

Avant d'en arriver à Dayton, avait eu lieu la première « vraie guerre de l'OTAN », l'opération « Force déléguée » déclenchée fin août 1995 contre les Serbes de Bosnie. Jusqu'alors, les attaques des avions de l'OTAN s'étaient limitées à des objectifs ponctuels et strictement militaires des forces serbes de Croatie ou Bosnie. L'opération « Force déléguée » a duré trois semaines et a mis à plat une bonne partie de l'appareil militaire du général Mladic, ainsi que des infrastructures de l'entité serbe, dont un tiers allait être conquis par les forces terrestres croates et musulmanes, avant d'être partiellement restitué après Dayton. Pour la première fois également, une force sous commandement ONU, la « Force de réaction rapide » franco-britannique, déployée autour de Sarajevo et dotée d'artillerie lourde, entra en action pour soutenir les bombardiers de l'OTAN. Remarquons aussi que « Force déléguée » a débuté le surlendemain d'une autre explosion meurtrière au marché de Sarajevo, dont l'origine n'a jamais été clairement établie.

Concernant les accords conclus à la base militaire de Dayton, ils ont établi une sorte de confédération en Bosnie, dont les grandes lignes et la division territoriale ne différaient guère du plan concocté par les Européens et signé par les trois parties bosniaques en février 1992 à Lisbonne, un mois et demi avant le début de la guerre. Après l'avoir signé, Izetbegovic était rentré à Sarajevo et avait discuté par téléphone avec Warren Zimmerman, l'ambassadeur États-Unis à Belgrade, qui l'avait convaincu de renier sa signature. Il fallut près de quatre ans et la mort de cent mille personnes pour revenir à un plan similaire, mais cette fois le messie, le faiseur de paix, était américain.

Et pour garantir la paix retrouvée, 20.000 GI's et 40.000 soldats d'autres pays allaient être déployés en et autour de la Bosnie, dans le cadre de la force IFOR qui se déployait en remplacement des forces de l'ONU. Cette opération de l'OTAN consacrait son rôle de « bras armé de l'ONU », entamé avec la surveillance – d'ailleurs fort sélective – de l'embargo sur les armes. Et, surtout, une organisation obsolète était devenue indispensable à la paix en Europe, voire même au-delà, et ceci alors que le prestige de l'ONU atteignait un « plus bas » historique.

## Kosovo : tout le pouvoir à l'OTAN !

En mars 1999, une étape supplémentaire a été franchie avec l'opération « Force alliée » : l'OTAN n'est plus le « bras armé de l'ONU », mais se passe de toute autorisation de l'ONU pour bombarder Belgrade et le Kosovo. Pendant la guerre de Bosnie, l'OTAN avait été autorisée à mener diverses missions par l'ONU, son Secrétaire général ou le Conseil de sécurité, bien que l'opération « Force déléguée » avait simplifié à l'extrême le processus d'autorisation (l'opération avait été décidée par un général français commandant les casques bleus locaux). Mais en 1999, craignant un veto chinois, les États membres de l'OTAN ont – semble-t-il – jugé qu'il était plus simple de bombarder l'ambassade chinoise de Belgrade que de risquer d'être désavoués au Conseil de sécurité.

En pleine guerre, est célébré le 50ème anniversaire de l'Alliance, à Washington, où est adopté un nouveau Concept stratégique, dont la principale nouveauté est la nécessité de faire face aux risques et menaces partout dans le monde, permettant dorénavant à l'OTAN d'intervenir « hors zone » atlantique, de la Serbie à l'Afghanistan. Durant le même sommet, trois nouveaux membres adhèrent au club atlantique, dont la Hongrie, voisine de la Serbie bombardée.

Notons aussi que, un mois avant les bombardements, durant les fameuses « négociations de Rambouillet », Madeleine Albright et ses alliés occidentaux exigeaient, non seulement le déploiement d'une force de l'OTAN au Kosovo, mais également qu'elle ait un droit de passage illimité à travers le reste de la Serbie, ce que peu de Serbes auraient pu accepter. L'OTAN a finalement renoncé à cette dernière exigence après les bombardements, déployant 50.000 hommes au Kosovo (KFOR) en les faisant passer essentiellement par la Macédoine.

Plus de dix ans plus tard, la KFOR est toujours là, bien qu'ayant réduit ses effectifs à 12.000 hommes. L'indépendance autoproclamée du Kosovo n'a rien changé au triste sort du pays, avec un taux de chômage de plus de 50 %, le nettoyage ethnique le plus implacable des Balkans et le crime organisé le plus dynamique d'Europe.

En Bosnie, la SFOR a laissé la place à EUFOR Althea, une opération sous commandement européen, bien qu'utilisant les infrastructures de l'OTAN. L'OTAN est néanmoins restée dans le pays, active notamment dans la recherche d'individus accusés de crimes de guerre (Mladic...) et la formation de l'armée bosniaque. Elle dispose également d'une base importante dans la banlieue de Sarajevo, dans un pays miné par les querelles institutionnelles et une économie qui n'a pas redémarré 14 ans après la guerre et un taux de chômage qui n'est surpassé, en Europe, que par celui du Kosovo.

D'un autre côté, l'élargissement de l'OTAN s'est poursuivi, avec actuellement 28 membres, dont des pays impliqués directement dans les guerres yougoslaves. La candidature macédonienne est bloquée par la Grèce, la Serbie n'est – officiellement – pas candidate et les États-Unis commencent à envisager celle de la Bosnie, sans évoquer encore celle du Kosovo, dont l'indépendance n'est pas reconnue par quatre membres de l'alliance.

Et, bien sûr, durant la dernière décennie, eurent lieu d'autres faits qui semblent avoir minimisé le rôle des événements des Balkans pour l'OTAN et les grandes puissances occidentales. Il y eut bien entendu les attentats du 11 septembre 2001, la guerre d'Afghanistan, celle d'Irak, bref, la « guerre au terrorisme » qui a permis aux États-Unis et à l'OTAN de se trouver d'autres ennemis et d'entamer de nouvelles croisades. Pourtant, le passage par les Balkans a été vital pour l'Alliance atlantique : non seulement il lui a permis de survivre à la disparition de son ennemi fondateur, d'exister pendant la décennie '90, de déployer ses activités sur d'autres continents, mais aussi de s'affranchir de l'ONU et, dans une certaine mesure au moins, de la tutelle du droit dans les relations internationales.

Georges Bergezan  
(adaptation d'un exposé au CSO le 9 janvier 2010)